



la convention européenne

LE PRESIDENT

INTERVENTION

de V. GISCARD d'ESTAING

PRESIDENT DE LA CONVENTION EUROPEENNE

Prix "Charlemagne"

Aix la Chapelle, 29 mai 2003

Check Against Delivery
Seul le texte prononcé fait foi
Es gilt das gesprochene Wort

Monsieur le Président,

Monsieur le Maire,

Mesdames et Messieurs,

En me conférant ce prix Charlemagne, vous m'avez donné un moment d'intense émotion et de bonheur.

Vous avez fait de moi un lointain et modeste disciple de Charlemagne.

Lointain, puisque cela fait environ 1200 ans qu'il a entrepris - selon les modalités de son temps - la création d'un Empire européen.

Et modeste, puisque la tâche qui m'est confiée aujourd'hui est seulement de rédiger un projet d'organisation durable de l'Europe ! C'est une tâche que Charlemagne aurait eu quelque difficulté à accomplir, car il semble qu'il n'ait pas acquis la maîtrise de l'écriture, alors qu'il rassemblait, par son extraordinaire énergie et son talent guerrier, un ensemble de territoires qui dessinait déjà l'Europe.

L'émotion vient d'un souvenir d'enfance. La légende qui a transformé et enrichi la personnalité de Charles le Grand, en a fait peu à peu un saint.

En souvenir de la citation de ses capitulaires selon laquelle « tout père de famille doit envoyer son fils à l'école, et l'y laisser jusqu'à ce qu'il soit bien instruit », les écoles et les collèges de l'Université française avaient la tradition de fêter la « Saint Charlemagne ».

Ce jour-là, le 28 Janvier, anniversaire de la mort de Charlemagne, les écoles organisaient un banquet pour leurs élèves les plus méritants. Je n'y ai été invité qu'une seule fois, mais j'en ai ressenti, avec mes petits camarades, une grande fierté !

C'est cette même fierté que je retrouve aujourd'hui, et que je vous remercie de me donner.

Et j'exprime toute ma gratitude au Président de la République Fédérale, Lieber Herr Rau, pour les mots si bienveillants et si indulgents qu'il vient de prononcer.

*

* *

Toutefois, je dois vous rappeler que la mission qui me vaut ce prix Charlemagne n'est pas achevée !

A moins d'un mois de la fin de notre grande aventure collective, je mesure la responsabilité qui pèse sur notre Convention : notre tâche est de rédiger, pour la première fois dans l'histoire de l'Europe, une Constitution pan-européenne.

Notre continent a connu des tentatives successives pour l'unifier : celles, parmi d'autres, de César, de Charlemagne, et de Napoléon. On cherchait à l'unifier par la force des armes, par l'épée.

Nous tentons de l'unifier par la plume. La plume réussira-t-elle là où l'épée a finalement échoué ?

Dans la balance de l'histoire, la nervure ailée de la plume pèsera-t-elle plus lourd que le fer ensanglanté de l'épée ?

Je pense que oui parce que la base de notre réussite d'aujourd'hui est le libre choix des peuples d'Europe d'organiser leur avenir commun.

Les mois à venir nous apporteront la réponse.

*

* *

Notre Convention, même si son ton et ses moyens sont volontairement modestes, est une grande première. Elle constitue la première assemblée de nature constituante à l'échelle de l'Europe.

Elle doit établir un cadre constitutionnel solide et durable pour 450 millions d'Européens, dans bientôt 25 Etats membres, s'étendant, avec la marche du soleil, depuis l'Estonie jusqu'au Portugal, et de la Grèce jusqu'au Nord de la Grande-Bretagne, au-delà du mur d'Hadrien !

Simplement, pour fixer l'échelle, je vous rappelle que la Constitution des Etats Unis, l'admirable Constitution américaine, a été écrite pour treize Etats, sans long passé historique, dont les habitants parlaient tous la même langue, pratiquaient la même religion, et regroupaient trois millions et demi d'habitants, soit moins de 1% de la population de l'Europe que nous cherchons à unir.

Une même Constitution pour ce vaste ensemble, avec toutes ses diversités, est-ce possible ? Est-ce réaliste, et raisonnable ?

Je pense que nos travaux, depuis quinze mois, ont montré que cela était difficile, mais sans doute réalisable.

Mais surtout que cela était nécessaire, et naturel. Oui, nécessaire !

Malheur à l'Europe, si elle reste divisée ! Malheur pour sa croissance, pour l'épanouissement de sa culture, pour l'élan de sa science et de sa technologie, malheur pour son image et son influence dans le monde !

Mais aussi naturel !

Parce que l'Europe est autre chose qu'une simple coopérative entre ses Etats membres, parce que les citoyens de nos Etats se ressentent aussi comme Européens, et qu'il est même parfois difficile de distinguer nettement entre nos histoires, telle celle de Charlemagne, couronné à Rome, dont le fils aîné régnait sur l'Aquitaine, et dont le Conseiller Alcuin était né à York, et développait les monastères de Touraine, ce Charlemagne, enterré à deux pas d'ici, et dont le père et la mère, Pépin et Berthe, ont été inhumés à Saint-Denis, aux portes de Paris.

Pour réussir, nous avons, je crois, besoin de réunir quatre conditions.

Un fort engagement des responsables politiques européens en faveur du progrès de l'Union. La Convention européenne, et l'opinion publique ont besoin de ressentir cet engagement. Ce sont ces dirigeants de l'Europe qui porteront son destin commun. Nous avons besoin d'entendre leur message.

Pour parodier une citation célèbre, nous entendons trop souvent exprimer à la Convention ce que les Etats membres cherchent à obtenir de l'Europe, et pas assez ce que les Etats membres sont prêts à apporter à l'union de l'Europe.

Il nous faut ensuite le soutien actif des citoyens de l'Europe, soutien difficile à obtenir sur un sujet abstrait, peu propice aux développements médiatiques. C'est la raison pour laquelle j'avais proposé d'organiser un débat public, quelque part en Europe, loin des cercles d'initiés, sur les enjeux politiques de la construction européenne. Je regrette que cette proposition n'ait pas été acceptée.

Il est également indispensable de rétablir l'esprit de bonne entente et de coopération qui n'aurait jamais dû cesser d'exister entre les institutions européennes. Nous ne voulons plus entendre à la Convention les critiques négatives selon lesquelles, lorsque l'on propose d'améliorer le fonctionnement d'une institution, c'est pour en affaiblir une autre. La vérité, c'est que chacune des institutions a besoin d'être renouvelée et élevée, et c'est la plus démocratique - c'est à dire le Parlement européen - qui gagnera le plus en pouvoir.

Il faut enfin obtenir un accord général, dépourvu d'arrière-pensées, sur la nature de notre Union, destinée à durer au-delà de ce siècle : une double nature, que l'histoire nous a léguée : union des Etats membres, et union des citoyens. Tant qu'on ne l'aura pas accepté, on se dispersera dans des débats chimériques ou réducteurs.

Notre Constitution ne peut pas être la charte d'un Etat fédéral centralisé. Elle ne peut pas se réduire à être un simple traité de coopération entre des gouvernements. Quiconque ne l'a pas encore compris mériterait de porter un bonnet d'âne dans les écoles carolingiennes !

L'Europe est née avec la mythologie grecque : elle reste encore mystérieuse et fascinante.

Mais elle doit aussi inspirer la raison. Nous ne bâtirons pas l'Europe sans réalisme.

*

* *

Il y a cinquante ans, la construction européenne a commencé à transformer le sentiment diffus d'identité européenne, en un projet d'organisation politique.

Rendons un hommage reconnaissant à cette initiative audacieuse des pères fondateurs, prise à un moment où les cendres de deux conflits fratricides dans une durée de trente ans étaient encore brûlantes.

Aujourd'hui la demande adressée aux responsables politiques de la nouvelle génération est double : Comment ajouter un nouvel étage politique à la construction européenne ? Comment bâtir sur le socle du grand marché, le niveau d'un espace de justice et de sécurité commun ? Comment coordonner nos politiques extérieures et de sécurité pour répondre à l'attente majoritaire des citoyens qui nous demandent une politique étrangère et de sécurité commune pour l'Europe ?

Et comment faire en sorte que le plus grand élargissement de l'histoire européenne, loin de perturber le fonctionnement du système imaginé sur des bases plus réduites, vienne l'enrichir, en lui donnant une dimension pan-européenne ?

Vous, membres du Comité du Prix Charlemagne, vous avez été particulièrement clairvoyants en attribuant, en 1950, votre premier prix au père du mouvement pan-européen, Monsieur Coudenhove-Kalergi. Si vous relisez aujourd'hui son discours, vous serez émus comme moi par son engagement et par sa vision. C'est aujourd'hui, que nous devons réussir la construction d'un continent uni.

*

*

*

La démarche des pères fondateurs a été une démarche politique : l'intégration économique, l'intégration de l'industrie du charbon et de l'acier avaient pour but de lier les intérêts économiques entre les Etats membres, au point de faire émerger progressivement une communauté de destin.

Contrairement à une fédération classique, les Etats membres de l'Union européenne ont continué d'exercer, pendant toute cette période, les droits classiques de souveraineté comme la politique extérieure ou la politique de défense, qui n'étaient même pas évoqués dans le Traité fondateur de Rome, tandis que l'Union était chargée de l'intégration économique.

L'aboutissement de ce mouvement d'intégration a été l'introduction de notre monnaie commune : l'euro. C'est pourquoi vous lui avez décerné votre prix l'année dernière.

L'Europe constitue donc un système dual. Nous l'avons exprimé dans le premier article de la nouvelle Constitution :

"Inspirée par la volonté des citoyens et des Etats d'Europe de bâtir leur avenir commun, cette Constitution établit l'Union européenne, à laquelle les Etats membres confèrent des compétences pour atteindre leurs objectifs communs."

L'Union coordonne les politiques des Etats membres visant à atteindre ces objectifs et exerce, sur le mode communautaire, les compétences qu'ils lui transfèrent."

Quelle est notre ambition pour cette union ? Que voulons-nous faire ensemble ? C'est le problème de substance qui se pose à la Convention, loin des querelles sur la rivalité des pouvoirs. Nous devons apporter une réponse précise, qui déterminera en fait notre construction politique.

*
* *

On aperçoit deux hypothèses :

Ou bien nous nous contentons de consolider et d'étendre en direction des nouveaux pays membres notre Union dans son état actuel d'intégration. Cela veut dire le grand marché, les quatre libertés de mouvement, celles des hommes, des marchandises, des capitaux et des services, la monnaie unique, une certaine solidarité financière : en somme, une confédération économique. Mais alors, ceux qui le souhaitent doivent le déclarer sans ambiguïté. Ce niveau d'ambition pourrait constituer le socle commun, le premier étage de la Constitution.

Ou bien, nous pensons que ce stade est nécessaire, mais qu'il n'est pas suffisant. Que l'Europe a besoin d'aller plus loin dans ses ambitions. Que l'Europe doit mieux s'organiser pour devenir un acteur plus écouté, plus important, plus respecté, dans la vie internationale. Que l'Europe doit organiser sa propre sécurité. Que l'on ne peut pas utiliser une monnaie unique sans organiser une meilleure coordination des politiques économiques. Que l'on ne peut pas effacer les frontières entre les états, sans instaurer un véritable espace européen de sécurité et de justice.

Si nous acceptons cette deuxième hypothèse qui constitue sans doute la réponse historique aux interrogations de notre temps, et celle qui correspond, selon tous les sondages, aux attentes de l'opinion publique, une Constitution dotée d'institutions stables, enracinées les unes dans l'identité des Etats, et les autres dans le bien commun européen, et capables de répondre à ces attentes, prend alors tout son sens. Nous bâtirions ainsi les étages supérieurs de la Constitution européenne. C'est dans cet esprit que j'ai formulé mes propositions avec le Praesidium. C'est dans cette direction que nous continuerons à œuvrer.

Au cours des prochaines semaines, gardons l'esprit lucide, essayons de trouver les réponses les plus adaptées, et aussi les plus généreuses. Conservons présentes à l'esprit les durs enseignements de l'histoire du XXème siècle ! Soyons conscients que la construction de l'Europe est le projet le plus pacifique, et le plus porteur d'avenir jamais entrepris sur notre continent ! Personne ne pourrait assumer la responsabilité de le faire échouer pour des raisons égoïstes ou partisans.

Gardons la tête pleine d'Europe !

L'Europe a une âme. Nous ne pouvons ni l'ignorer, ni l'oublier. L'Europe doit sortir du petit cercle des initiés. Elle doit être rendue à la politique, aux citoyens, au débat public.

De ce point de vue, la Convention a déjà réussi. Peut-être notre débat finira-t-il par faire partie de l'histoire européenne, et par conséquent de son identité. Peut-être même se trouvera-t-il un Einhard pour le mentionner en bas de page !

Nous devons prendre le recul nécessaire pour mesurer l'ampleur de notre tâche, et surtout celle de notre responsabilité. Car le seul sentiment qui nous anime doit être la volonté de réussir, parce qu'il est vital pour l'Europe que nous réussissions !

Je vous remercie.
